

Montreuil, le 5 octobre 2012

Communiqué de presse

L'Union Syndicale de l'Intérim CGT appelle tous les syndicats et sections, et l'ensemble des salariés de l'intérim, à participer massivement à la journée d'action pour la défense de l'emploi industriel, **le mardi 9 octobre 2012**.

Depuis des années, le travail de milliers de salariés intérimaires a contribué à générer des profits considérables pour les patrons et les actionnaires.

Les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs qui s'ensuivent, posent une réelle et grave question pour le devenir de l'emploi industriel et plus largement pour le devenir des populations locales.

Les premières victimes de ce crime social sont les salariés intérimaires. Aujourd'hui, de dizaines de milliers de travailleurs sont en grande difficulté. Les menaces sur l'emploi qui pèsent, en premier lieu, sur les intérimaires, ne sont que l'avant-goût du massacre social des fermetures d'entreprise. **Plusieurs millions de salariés sont menacés.**

Le patronat veut satisfaire encore davantage les appétits des actionnaires. De 100 euros générés par le travail, 25 vont aux actionnaires ! Par la pression sur les salaires, le licenciement des salariés pour les précariser ensuite par le chômage et la remise en cause de la protection sociale, le patronat s'en prend au coût du travail. Pourtant, le travail n'est pas un coût mais le levier de création de la richesse par les travailleurs !

Même dans les entreprises où le carnet de commandes est florissant, la pression demeure sur les salariés. Les intérimaires sont utilisés comme variable d'ajustement. Ils seront les premiers à être virés. L'objectif du patronat est de mettre en concurrence les salariés et de casser les statuts et les acquis sociaux par le chantage à l'emploi.

Défendre l'emploi industriel, imposer le travail de qualité et bien rémunéré, c'est possible ! Pour peu que les patrons soient contraints d'investir dans les entreprises plutôt que de rémunérer les actionnaires dont les plus importants accumulent leurs richesses souvent dans des paradis fiscaux.

L'USI-CGT tient à responsabiliser le patronat mais aussi le gouvernement. Ce dernier, par son manque de courage face au MEDEF et sa soumission à la finance internationale, laisse la porte ouverte aux délocalisations et drames sociaux qui s'abattent déjà sur des milliers de travailleurs et leurs familles. Faute de vouloir prendre des mesures contraignantes pour interdire les licenciements, le gouvernement se range du côté des capitalistes.

L'USI-CGT combat cette compromission.

Nous exigeons une stratégie industrielle durable et diversifiée, une perspective d'avenir pour les générations actuelles et futures. **Le droit de vivre et travailler au pays.**

Des initiatives et mesures politiques doivent être prises immédiatement pour assurer la pérennité et le développement de l'activité industrielle et des emplois qui vont avec.

Nous exigeons la réappropriation des entreprises et la maîtrise par l'Etat, avec des droits d'intervention et de contrôle par les salariés.

Nous exigeons une loi contre les licenciements et le rejet, par le Parlement, du traité budgétaire européen (traité MERKO-SARKOZY). Si ce traité est adopté, nos droits sociaux et fondamentaux seraient en danger.

Manifestations

PARIS : 13h30, Place d'Italie direction Montparnasse (l'USI-CGT se rassemblera derrière son camion-sono, à 12H30, avenue de la sœur Rosalie, adjacente à Place d'Italie).

LYON : 11h, place Jean Macé jusqu'à la CCI située place des Cordeliers

RENNES : 14 h, place de la Gare

TOULOUSE : 14h, Compans Cafarelli jusqu'à la Préfecture:

BORDEAUX: 11h, place de la Victoire jusqu'à l'esplanade du Conseil Régional

CLERMONT FERRAND : 10h, place Delille

MARSEILLE: 11h, place de la Joliette jusqu'à la Préfecture

EPINAL: 13h30, départ de la Préfecture